

AUDIENCE PUBLIQUE DU 25 FEVRIER 2019

COUR D'APPEL DE
COMMERCE D'ABIDJAN

TRIBUNAL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

RG N° 4305/2018

JUGEMENT contradictoire du
25/02/2019

Affaire :

DAME TAH NANYE ELISABETH

Contre

DAME APATY DANHO ROSE

Décision :

Statuant publiquement,
contradictoirement, en premier
et dernier ressort ;

Reçoit dame TAH NANYE
ELISABETH en son action ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne dame APATY
DANHO ROSE à lui payer la
somme de 910.000 F.CFA au
titre de sa créance ;

Ordonne l'exécution provisoire
du présent jugement
nonobstant toute voie de
recours ;

La condamne aux dépens de
l'instance.

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique
ordinaire du lundi vingt-cinq février deux mille dix-neuf, tenue au
siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

BOUAFFON OLIVIER, Vice-Président du Tribunal ; Président ;

**Messieurs, DOUA MARCEL, N'GUESSAN K. EUGENE, ALLAH
KOUADIO JEAN-CLAUDE ET SERGE KOUAMELAN** Assesseurs ;

Avec l'assistance de **Maître N'DOUA NIANKON MARIE-FRANCE**,
Greffier ;

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

DAME TAH NANYE ELISABETH, née le 07/05/1973 à Adjamé, de
nationalité ivoirienne, Commerçante, demeurant à Adjamé, CEL : 51 03
65 35, lequel a élu domicile en ladite ville.

Demanderesse, comparaisant et concluant ;

Et

DAME APATY DANHO ROSE, née en 1978 à Adjamé, de nationalité,
Commerçante, demeurant à Yopougon, CEL : 51 03 65 35.

Défenderesse, comparaisant et concluant ;

D'une part ;

D'autre part ;

Enrôlée le 23 novembre 2018 pour l'audience du mercredi 05
novembre 2018, l'affaire a été appelée et renvoyée au 24
décembre 2018;

A cette date, le tribunal a ordonné une instruction confiée au juge
DOUA MARCEL;

La cause a à nouveau été renvoyée au 28 janvier 2019 en
audience publique;

Cette mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture n°127
en date du vendredi 23 janvier 2019 ;

La cause a été mise en délibéré pour le lundi 25 février 2019 ;

Advenue cette audience, le Tribunal a vidé ledit délibéré selon ce



110219 am TAT

qui suit ;

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Oui les parties en leurs moyens et prétentions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, MOYENS ET PRETENTIONS DES PARTIES

Par exploit en date du 14 décembre 2018, dame TAH NANYE ELISABETH a servi assignation à dame APATY DANHO ROSE d'avoir à comparaître devant le Tribunal de commerce d'Abidjan pour, est-il dit dans l'exploit :

- Recevoir dame TAH NANYE ELISABETH en son action ;
- L'y dire bien fondée ;
- Condamner dame APATY DANHO ROSE à lui payer les sommes réclamées ;
- Ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir ;
- Condamner les requises aux dépens de l'instance ;

Au soutien de son action, elle expose que le 15 mars 2016, elle a remis la somme de 910.000 F.CFA à dame APATY DANHO ROSE pour l'achat de marchandises ;

Elle indique qu'en dépit de leur accord pour le remboursement de ladite somme d'argent après la vente, matérialisée par une reconnaissance de dette, dame APATY DANHO ROSE refuse de rembourser cette somme d'argent ;

Elle mentionne que ni la sommation de payer en date du 24 septembre 2017 ni le courrier en date du 12 octobre 2017 invitant dame APATY DANHO ROSE à une conciliation n'ont produit d'effet ;

Elle sollicite par conséquent la condamnation de dame APATY DANHO ROSE au paiement de la somme de 910.000 F.CFA et l'exécution provisoire de la décision ;

Dame APATY DAHNO ROSE bien qu'ayant été assignée en personne, n'a pas comparu ;

DES MOTIFS

En la forme

Sur le caractère de la décision

Dame APATY DANHO ROSE ayant été assignée à personne, il convient de statuer contradictoirement ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi n°2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *Les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs. » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige qui est de 910.000 F/CFA n'excédant pas la somme de 25.000.000 de francs CFA, il convient de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

Dame TAH NANYE ELISABETH ayant introduit son action dans les forme et délai légaux, il convient de la déclarer recevable ;

Au fond

Sur la demande en paiement de la somme de 910.000 F.CFA

Dame TAH NANYE ELISABETH sollicite la condamnation de dame APATY DANHO ROSE au paiement de la somme de 910.000 F.CFA à titre de remboursement ;

Aux termes de l'article 1315 du code civil, « Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver. » ;

Il s'induit de ce texte que la charge de la preuve incombe à celui qui réclame l'exécution d'une obligation ;

En l'espèce, il est constant que dame TAH NANYE ELISABETH et dame APATY DANHO ROSE sont en relation d'affaires ;

Il est non moins constant que TAH NANYE ELISABETH a remis une somme d'argent d'un montant de 910.000 F.CFA à dame APATY DANHO ROSE en vue de l'achat de marchandises ;

Il est également établi que dame APATY DANHO ROSE a convenu avec dame TAH NANYE ELISABETH de rembourser cette somme d'argent et s'est engagée sans réserve au travers d'une reconnaissance de dette en date du 13 mars 2013 ;

Il est non moins constant que malgré cet engagement, dame APATY DANHO ROSE ne s'est pas exécutée ;

Il sied dès lors de condamner dame APATY DANHO ROSE au paiement de la somme de 910.000 F.CFA à titre de remboursement ;

Sur la demande aux fins de l'exécution provisoire

Aux termes de l'article 145 du code de procédure civile, commerciale et administrative, « Outre les cas où elle est prescrite par la loi, et sauf dispositions contraires de celle-ci, l'exécution provisoire doit être ordonnée d'office, nonobstant opposition ou appel, s'il y a titre authentique ou privé non contesté, aveu ou promesse reconnue » ;

En l'espèce, il y a une reconnaissance et donc un aveu de sorte que l'exécution provisoire qui est de droit, en application de l'article 145 du code de procédure civile, commerciale et administrative doit être ordonnée ;

Il y a lieu d'ordonner l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant toute voie de recours ;

Sur les dépens

Dame APATY DANHO ROSE succombant, il convient de la condamner aux dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en premier et dernier ressort ;

Reçoit dame TAH NANYE ELISABETH en son action ;

L'y dit bien fondée ;

Condamne dame APATY DANHO ROSE à lui payer la somme de 910.000 F.CFA au titre de sa créance ;

Ordonne l'exécution provisoire du présent jugement nonobstant toute voie de recours ;

La condamne aux dépens de l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement, les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé le Président et le Greffier.



N° 00282806

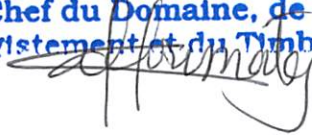
D.F: 18.000 francs

ENREGISTRE AU PLATEAU

Le 17 AVR 2019
REGISTRE A.J. Vol. 45 F° 31
N° 643 Bord 2501 72

REÇU : Dix huit mille francs

Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre





CONFIDENTIAL
U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE
FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION
WASHINGTON, D.C. 20535
JAN 11 1964
MEMORANDUM FOR THE DIRECTOR
SUBJECT: [Illegible]